

En vertu des règlements n° 312/83 et 313/83 de la Commission des Communautés européennes du 7 février 1983 (1), les droits d'entrée sont rétablis depuis le 11 février 1983 pour les produits relevant des sous-positions tarifaires 41.04 B II et 62.04 A III et B III, originaires respectivement de l'Inde et de Chine.

Ces droits d'entrée étaient suspendus depuis le 1er janvier 1983 conformément aux dispositions du règlement n° 3377/82 du Conseil des Communautés européennes du 8 décembre 1982 (2) (3).

(1) *Journal officiel des Communautés européennes*, n° L 36 du 8 février 1983.

(2) *Journal officiel des Communautés européennes*, n° L 363 du 23 décembre 1982.

(3) *Moniteur belge* du 29 décembre 1982.

Publication faite en exécution de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises (« *Moniteur belge* » du 21 septembre 1977). — Contingents tarifaires

I. Le règlement n° 772/83 du Conseil des Communautés européennes du 28 mars 1983 (*Journal officiel* n° L 86 du 31 mars 1983), concerne l'ouverture d'un contingent tarifaire à droit réduit, du 1er avril au 15 mai 1983, pour les carottes (sous-position tarifaire ex 07.01 G II), originaires de Chypre.

Les importations au bénéfice de ce contingent tarifaire doivent s'effectuer exclusivement par les bureaux d'Anvers (1er et 2e bureaux), de Bruxelles (1er et 2e bureaux) et Zaventem.

II. Le règlement n° 773/83 du Conseil des Communautés européennes du 28 mars 1983 (*Journal officiel* du 31 mars 1983, n° L 86) concerne l'ouverture d'un contingent tarifaire à droit nul, du 1er avril au 31 décembre 1983, pour certaines qualités de ferromagnésium de la sous-position tarifaire ex 73.02 E I.

Les importations au bénéfice de ce contingent tarifaire doivent s'effectuer exclusivement par les bureaux d'Anvers (1er et 2e bureaux), Bruxelles (1er et 2e bureaux), Charleroi, Gand, Genk, Liège, Montzen et Zelzate (port).

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

8 AVRIL 1983. — Circulaire relative au vote par procuration en cas d'application de l'article 77, alinéa 2, de la loi électorale communale

A Messieurs les Gouverneurs de Province, Messieurs les Commissaires d'Arrondissement.

A Mesdames et Messieurs les Juges de Paix, Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins.

I. L'article 147bis du Code électoral qui, en vertu de l'article 42bis de la loi électorale communale, est également applicable aux élections communales, règle notamment la manière dont certains électeurs peuvent mandater un autre électeur pour voter en leur nom.

Le § 4 de l'article 147bis spécifie que le mandataire doit notamment présenter au président du bureau de vote où le mandant aurait dû voter « sa convocation sur laquelle le président mentionne : a voté par procuration ».

Or, lorsqu'à l'occasion de nouvelles élections organisées en exécution de l'article 77 de la loi électorale communale, un mandataire ne fait pas partie du corps électoral de la commune où ont lieu ces élections, il n'est pas en possession d'une « convocation », puisqu'il n'y a pas d'élections dans sa propre commune.

Ingevolge de Verordeningen, EEG, nrs. 312/83 en 313/83 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen van 7 februari 1983 (1), werden met ingang van 11 februari 1983 de invoerrechten opnieuw ingesteld op de produkten bedoeld bij de tariefpostonderverdelingen 41.04 B II en 62.04 A III en B III en respectievelijk van oorsprong uit India en China.

Bedoelde invoerrechten waren geschorst sedert 1 januari 1983 ingevolge de beschikkingen van verordening nr. 3377/82 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 8 december 1982 (2) (3).

(1) *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*, nr. L 36 van 8 februari 1983.

(2) *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*, nr. L 363 van 23 december 1982.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 29 december 1982.

Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen (« *Belgisch Staatsblad* » van 22 september 1977). — Tariefcontingenten

I. De Verordening (E.E.G.) nr. 772/83 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 maart 1983, gepubliceerd in het publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, nr. L 86 van 31 maart 1983, betreft de opening voor de periode van 1 april tot en met 15 mei 1983, van een tariefcontingent met verminderd recht voor wortelen (tariefpostonderverdeling ex 07 01 G II) en van oorsprong uit Cyprus.

De invoer onder het stelsel van dit tariefcontingent dient uitsluitend te geschieden over de kantoren Antwerpen (1e of 2e kantoor), Brussel (1e of 2e kantoor) en Zaventem.

II. De Verordening (E.E.G.) nr. 773/83 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 28 maart 1983 (*Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*, nr. L 86 van 31 maart 1983) betreft de opening voor de periode van 1 april tot en met 31 december 1983 van een tariefcontingent voor bepaalde kwaliteiten ferromagnésium bedoeld bij tariefpostonderverdeling ex 73.02 E I.

De invoer onder het stelsel van dit tariefcontingent dient uitsluitend te geschieden over de kantoren Antwerpen (1e en 2e kantoor), Brussel (1e en 2e kantoor), Charleroi, Genk, Gent, Luik, Montzen en Zelzate (haven).

#### MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

8 APRIL 1983. — Rondschriften betreffende het stemmen bij volmacht wanneer artikel 77, alinea 2 van de gemeentewet wordt toegepast

Aan de heren Provinciegouverneurs, Arrondissementscommissarissen.

Aan de Dames en Heren Vrederechters, Burgemeesters en Schepenen.

I. Artikel 147bis van het Kieswetboek, eveneens toepasselijk op de gemeenteraadsverkiezingen in uitvoering van artikel 42bis van de gemeentekieswet, regelt o.m. de wijze waarop bepaalde kiezers een ander kiezer kunnen machtigen om in hun naam te stemmen.

In § 4 van artikel 147bis wordt vermeld dat de gemachtigde aan de voorzitter van het stembureau waar de volmachtgever had moeten stemmen, o.m. dient te overhandigen : « zijn oproepingsbrief waarop de voorzitter vermeldt — heeft bij volmacht gestemd ».

Wanneer nu bij nieuwe verkiezingen ingericht in uitvoering van artikel 77 van de gemeentekieswet, een gemachtigde niet tot het kiezerskorps van de gemeente behoort, waar deze verkiezingen uitgeschreven zijn — is hij niet in het bezit van een « oproepingsbrief » — gezien er in zijn eigen gemeente, geen verkiezingen plaats hebben.

Les administrations des communes où il n'est pas organisé de nouvelles élections sont dès lors invitées à délivrer à leurs habitants qui sont en possession d'une formule de procuration complétée conformément à la loi, un certificat attestant qu'ils posséderaient la qualité d'électeur dans leur propre commune si de nouvelles élections devaient y avoir lieu.

Il convient de préciser que les administrations communales ne peuvent délivrer qu'un seul certificat par personne.

Afin que les électeurs ne restent pas dans l'ignorance de ce qui précède, l'administration communale veillera à faire imprimer, outre les mentions qui doivent être reprises au verso de la convocation en vertu de la loi, le texte suivant, en caractères de couleur rouge :

« La loi électorale communale ne prévoyant aucune procédure spécifique pour le vote par procuration en cas de nouvelles élections, les mandataires qui ne sont pas domiciliés dans la commune où ont lieu ces nouvelles élections, retireront auprès de leur administration communale un certificat attestant qu'ils posséderaient la qualité d'électeur dans leur propre commune si de nouvelles élections devaient y avoir lieu.

Ledit certificat devra être présenté au président du bureau de vote.

Sera puni d'une amende de vingt-six à mille francs, celui qui a accepté ou qui a donné plusieurs mandats en application de l'article 147bis (Loi élect. communale, art. 64; Code élect. art. 201). »

II. L'article 147bis du Code électoral tel qu'il a été modifié par la loi du 6 juillet 1982 (*Moniteur belge* du 17 juillet 1982) stipule que lorsque le mandant et le mandataire ne sont pas inscrits au registre de population de la même commune, le bourgmestre de la commune où le mandataire est inscrit atteste le lien de parenté sur présentation d'un acte de notoriété qui est joint au formulaire de procuration. Le § 2, dernier alinéa, de l'article précité prévoit au surplus que chaque mandataire ne peut disposer que d'une seule procuration. En vue d'empêcher toute transgression de cette limitation légale, Mesdames et Messieurs les Juges de Paix sont invités à indiquer au bas des actes de notoriété qu'ils délivreront aux personnes ayant reçu mandat de voter au nom d'un électeur d'une commune où de nouvelles élections doivent avoir lieu, la mention suivante : « Délivré à ..... (nom du mandataire) pour être annexé à la procuration dont l'intéressé fera usage à l'effet de voter au nom de ..... (nom du mandant) lors des nouvelles élections communales qui auront lieu à ..... (nom de la commune) le ..... (date de la nouvelle élection) ».

Bruxelles, le 8 avril 1983.

Le Ministre,  
Ch.-F. Nothomb.

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

31 MARS 1983. — Circulaire ministérielle relative à l'application de l'annexe à l'arrêté ministériel du 23 décembre 1982 fixant la forme du rapport en matière de politique de modération dans les entreprises où il existe une délégation syndicale et qui occupent moins de vingt travailleurs

### 1. ORIGINE DE LA REDUCTION DES COÛTS

#### 1.1. Coûts des salaires et des traitements

1.1.1. Cette rubrique mentionne la réduction réelle des coûts en matière de salaires et de traitements pour l'ensemble de l'exercice comptable.

A moins que le chef d'entreprise ne présente un calcul plus précis de la réduction réelle des coûts en matière de salaires et de traitements, cette réduction des coûts est fixée forfaitairement sur base de la méthode de calcul figurant au tableau de la présente circulaire.

#### 1.2. Charges sociales et charges de sécurité sociale.

1.2.1. A moins que le chef d'entreprise ne présente un calcul de la réduction des coûts plus précis en matière de cotisations patronales à la sécurité sociale suite à l'application de l'arrêté

De besturen van de gemeenten, waar geen nieuwe verkiezingen worden gehouden, dienen aan hun inwoners die in het bezit zijn van een conform de wet ingevuld volmachtformulier, een attest af te geven waaruit blijkt dat zij de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer zouden bezitten indien er in hun gemeente verkiezingen mochten plaatshebben.

Er dient op gewezen te worden dat de gemeentebesturen slechts één attest per persoon mogen afgeven.

Opdat de kiezers hiervan niet onwetend zouden zijn, zal het gemeentebestuur buiten de wettelijk voorziene vermeldingen welke op de versozijde van de oproepingsbrief vermeld dienen te worden, de volgende tekst in rode kleur erbij laten drukken :

« Daar de gemeentekieswet geen specifieke regeling voorziet voor het stemmen bij volmacht in geval van nieuwe verkiezingen, dienen de gemachtigden die geen kiezer zijn in de gemeente waar opnieuw wordt gestemd, een attest bij hun gemeentebestuur af te halen waaruit blijkt dat zij de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer zouden bezitten indien in hun gemeente verkiezingen mochten plaatshebben.

Dit attest dient aan de voorzitter van het kiesbureau te worden voorgelegd.

Met een geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank wordt gestraft hij die meer dan één volmacht heeft aangenomen of gegeven op grond van artikel 147bis (gemeentekieswet, artikel 64; Kieswetboek, artikel 201) ».

II. Artikel 147bis van het Kieswetboek zoals het gewijzigd werd door de wet van 6 juli 1982 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juli 1982) bepaalt dat wanneer de volmachtgever en de gemachtigde niet in het bevolkingsregister van dezelfde gemeente zijn ingeschreven, de burgemeester van de gemeente waar de gemachtigde is ingeschreven, op voorlegging van een akte van bekendheid die bij het volmachtformulier wordt gevoegd, het familieverband bevestigt. Het laatste lid van § 2 van vorenvermeld artikel bepaalt bovendien dat ieder gemachtigde slechts één volmacht mag hebben. Om elke inbreuk op die wettelijke beperking te beletten, worden de Dames en Heren Vrederechters verzocht op de akten van bekendheid welke zij afgeven aan de personen die volmacht hebben gekregen om te stemmen namens een kiezer van een gemeente waar nieuwe verkiezingen moeten worden gehouden, onderaan de volgende vermeldingen aan te brengen : « Afgegeven aan ..... (naam van de gemachtigde), om te worden gevoegd bij de volmacht waarvan betrokkene zal gebruik maken om namens ..... (naam van de volmachtgever) te stemmen bij de nieuwe gemeenteverkiezingen die te ..... (naam van de gemeente) op ..... (datum van de nieuwe verkiezing) zullen worden gehouden ».

Brussel, 8 april 1983.

De Minister,  
Ch.-F. Nothomb.

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

31 MAART 1983. — Ministeriële omzendbrief betreffende de toepassing van de bijlage van het ministerieel besluit van 23 december 1982 tot vaststelling van de vorm van het verslag inzake het matigingsbeleid te verstrekken in ondernemingen waar een vakbondsafvaardiging bestaat en die minder dan twintig werknemers te werk stellen

### 1. HERKOMST VAN DE KOSTENVERMINDERING

#### 1.1. Loon- en weddekosten

1.1.1. Deze rubriek vermeldt de reële kostenvermindering inzake lonen en wedden voor het volledige boekjaar.

Tenzij het ondernemingshoofd een meer precieze berekening voorlegt van de reële kostenvermindering inzake lonen en wedden, wordt deze kostenvermindering forfaitair vastgesteld aan de hand van de berekeningstabel van de omzendbrief.

#### 1.2. Sociale lasten en sociale zekerheidslasten

1.2.1. Tenzij het ondernemingshoofd een meer precieze berekening voorlegt van de kostenvermindering inzake werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid ingevolge de toepassing van het